

Recherches sociographiques



Donald MCGRAW, *Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973)* ; Benoît LÉVESQUE, (dir.), *Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives*

Gérald Fortin

Volume 21, Number 1-2, 1980

La Nation

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055882ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055882ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Fortin, G. (1980). Review of [Donald MCGRAW, *Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973)* ; Benoît LÉVESQUE, (dir.), *Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives*]. *Recherches sociographiques*, 21(1-2), 201–202. <https://doi.org/10.7202/055882ar>

Le moins que l'on puisse dire pour conclure, c'est que, l'emballage mis à part, cette histoire-marchandise est loin de répondre à ce qu'un « consommateur culturel » averti serait aujourd'hui en droit d'attendre d'une relecture critique d'une tranche aussi importante de notre passé collectif.

Gabriel DUSSAULT

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Donald MCGRAW, *Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973)*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979, 184p.

Benoit LÉVESQUE (sous la direction de), *Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979, 380p.

Si l'on a jamais douté du caractère multiforme de l'animation au Québec dans les années soixante, il suffit de lire à la suite ces deux ouvrages parus récemment pour percevoir clairement qu'il y a eu plusieurs « animations ». L'une a été rurale, l'autre a été urbaine ; l'une se situait dans un contexte de planification économique, l'autre dans un contexte de revendication puis de prise en charge d'une partie de la consommation.

Ces animations ont cependant eu comme points communs d'être le fait d'animateurs externes au milieu et payés le plus souvent (directement ou indirectement) par l'État, et d'avoir eu comme objectif (temporaire) la réalisation d'une société de participation. Le fait que McGraw dans sa thèse, et J.-J. Simard, au colloque dont Lévesque publie les travaux, m'attribuent la paternité de cette utopie participationniste, en même temps que le rôle de garant intellectuel de la Révolution tranquille et du rôle croissant de l'État, complique ma tâche de critique puisque je suis directement mêlé aux phénomènes qu'ils cherchent à analyser. Aussi mes propos seront-ils plus subjectifs qu'objectifs, plus apologétiques que scientifiques.

Ce qui préoccupe Donald McGraw, c'est à la fois le rôle des intellectuels (animateurs) dans la lutte urbaine et le rôle important de l'État dans le soutien de ces luttes. Ce double rôle, il cherche à le saisir à travers l'évolution des groupes populaires animés par les intellectuels du Conseil des œuvres de Montréal, de même que par le cheminement de ces mêmes animateurs. Il déborde toutefois ce cadre en analysant aussi le F.R.A.P. et les C.A.P., dont le leadership était beaucoup plus diversifié.

Nous n'insisterons pas sur la thèse de McGraw. Depuis 1975, elle a été reprise assez souvent : le rôle principal des animateurs a été d'être les intellectuels organiques, non pas des couches défavorisées ni des groupes au pouvoir, mais bien d'eux-mêmes, c'est-à-dire de la nouvelle petite bourgeoisie. En créant de nouvelles connaissances, ils ont contribué à l'hégémonie de l'État : l'État a institutionnalisé leurs connaissances en créant de nouveaux modes de fonctionnement dans le secteur du bien-être, ce qui a accru à la fois son rôle et celui des intellectuels. L'auteur conclut d'ailleurs sur la nécessité d'une théorie de l'État dans une société où la nouvelle petite bourgeoisie, soit devient révolutionnaire, soit présente un pouvoir considérable en procurant à l'État de nouvelles connaissances qui lui permettent de contrôler les conflits sociaux.

Mais derrière cette thèse académique s'en profile une seconde, plus idéologique que scientifique. L'auteur analyse, et surtout *critique*, les diagnostics, les objectifs et les stratégies des animateurs. Or il faut bien voir qu'une critique des objectifs ne peut se faire qu'à partir d'autres objectifs. La rationalité des fins ne peut, comme la rationalité des moyens, faire l'objet de calculs ; elle se base plutôt sur le conflit entre des valeurs, ou des systèmes de valeur. Si les objectifs des animateurs montréalais apparaissent assez clairement et varient selon les époques, ceux de l'auteur sont beaucoup moins clairs. Les projets participationnistes sont critiqués au nom d'un projet à allure marxiste ; mais les projets marxistes sont critiqués à partir de leur manque de réalisme.

Ce manque de projets précis chez les critiques de l'animation ou même de la Révolution tranquille semble bien le fait, non seulement de McGraw, mais aussi de la plupart des participants au colloque de Rimouski. Autant le Québec des années soixante a bourgeonné de projets, autant il est devenu stérile ou dogmatique à la fin des années soixante-dix. Faut-il y voir le désengagement des sociologues de l'action directe, non seulement en tant que techniciens mais surtout en tant que politiques, que bâtisseurs de projets nouveaux? Le colloque de Rimouski semble bien contenir un projet majeur (outre un ou deux marxistes): celui de l'autogestion. Mais c'est un projet microsociologique, presque anarchique. Que chacun s'autogère dans une petite unité de base et tout sera réglé. Aucune vision d'une société basée sur l'autogestion.

À Rimouski, on a aussi dénoncé le capitalisme monopoliste d'État, la société cybernétiste, la technocratie, mais on n'a jamais rien proposé comme formule de remplacement. Les critiques les plus virulents ne sont d'ailleurs même pas des autogestionnaires-anarchiques; ce sont des sociologues neutres et scientifiques, pour ne pas dire résignés ou désespérés. Peut-être plus résignés et désespérés que la population cybernétisée. Ou alors ils rêvent de lendemains qui chantent en croyant que les sous-défavorisés sont porteurs de révolution, oubliant la leçon des animateurs de Montréal qui ont vu leur action devenir plus efficace lorsqu'ils se sont adressés aux ouvriers plutôt qu'aux assistés sociaux.

Sommes-nous rendus à l'heure du « désenchantement » où il n'y a plus ni moyens, ni surtout de volonté de discuter des fins, de faire des projets ou même de rêver?

Car de quoi s'agit-il, lorsqu'on parle de la société de participation dont j'ai été l'un des ancêtres? Tout simplement d'un projet de société (ou d'une utopie) qui s'opposerait efficacement (du moins théoriquement) à la société technocratique cybernétiste ou programmée que nous avons contribué à édifier mais que nous avons voulu immédiatement contrecarrer. Constatant sociologiquement que les dés étaient pipés en faveur de cette société (colloque sur le pouvoir de *Recherches sociographiques*, 1966), nous avons voulu en tant que citoyens opposer une fin de non-recevoir en proposant un autre contrat social. On peut ne pas être d'accord avec ce projet, mais encore faudrait-il que ce soit au nom d'un autre projet.

Encore faudrait-il que ce soit au nom d'un autre projet qui tienne compte de la réalité du Québec de 1980. D'un Québec où les classes sociales sont multiples et où aucune ne représente la « conscience vraie » plus qu'une autre. D'un Québec où l'autogestion micro-sociale ne pourrait pas assurer un développement même écologique ou de valeur zéro. D'un Québec où l'État sera encore là pour une couple de siècles quoi qu'en disent les nouveaux économistes.

Les utopistes de 1950 étaient déjà divisés entre les tenants du conflit (syndicalisme) et les tenants de la coopération (mouvement coopératif/autogestion). Les idéologues de 1980 au Québec ne sont guère rendus plus loin. Entre les marxistes doctrinaires et les autogestionnaires-anarchiques, les technocrates ou la « nouvelle petite bourgeoisie » n'ont aucune difficulté à emprisonner la population dans leur réseau. Les sociologues vont-ils se contenter d'en pleurer? Ou vont-ils, en se servant de leur science pour connaître leur société et en se servant de leurs rêves, mettre la main à la pâte?

Car ce qu'on oublie, peut-être parce qu'on n'était pas là, c'est que les années cinquante et surtout les années soixante ont été au Québec les années les plus créatrices de l'histoire. Je ne juge pas de la valeur de la création, mais bien du processus et du climat. Jamais on ne comprendra la Révolution tranquille si l'on ne tient pas compte de cette mobilisation, sans doute brouillonne et maladroite, mais tellement viscérale, qui forçait à inventer un pays, mais surtout une société à la fois moderne et autogérée. L'animation sociale représente une des foulées de cette invention. Au-delà du participationnisme ou du marxisme, elle a voulu, à travers bien des tâtonnements dont l'histoire est à peine ébauchée, donner au peuple le pouvoir de décider des objectifs sociétaux. Ce projet titanesque, dont l'autogestion anarchique est un faible reflet, est-il mort?

Gérald FORTIN

*Centre de recherches urbaines et régionales,
Institut national de la recherche scientifique.*